L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

BUREAUX No 21 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS,

VENDREDI MATIN, 29 JANVIER.

Le comité d'enquête.

Séance du jeudi 28 janvier.

TÉMOIGNAGE DU COLONEL RUDIO.

L'ancien complice mercenaire d'Orsin, l'équipe de Lagueux pour lui lieutenant des Etats-Unis, ne Rudio, sur le compte duquel nous avons récemment éclairé les lecteurs de *l'Abeille*, de Rudio, se commandé de *l'Abeille*, de Rudio, et la conférence hier. En voici la substance.

Le témoin est arrivé à St-Martinville en octobre avec un détachement pour aider le député marshal à faire des arrestations. Il a rencontré plusieurs fois des bandes d'hommes armés qu'on disait être des bandes blanches. Le jour de l'élection, il a interrogé 40 ou 50 nègres qui ont affirmé avoir été maltraités.

Le témoin indique 100 familles ont été renvoyées parce que les chefs de ces familles avaient voté pour les républicains. Il a rencontré plusieurs fois des bandes blanches qui cherchaient les électeurs pour les intimider et les empêcher de voter. Le colonel De Blanc avait dit que, si c'était le cas, Steele payerait l'arrivée, car il devait cet certificat. Il a pris son témoignage s'il voulait bien répondre une.

Sur la requête de l'enquêteur, il a été rendu à un poll, pour de réduction, pour empêcher les nègres qu'on chassait. Sur son déclaration, les membres des deux partis qui étaient tous les gens intelligents, les plus riches, se sont déclarés et l'élection a été faite. Il a vu aucun doute, les blancs approuvent de l'indication chute les nègres parce que leurs votes ne sont d'instruments pour maintenir un gouvernement qu'ils considèrent comme nuisible. Le témoin est d'opinion que, dans le cas de droit de suffrage, cette domination prendrait un terme.

DÉPOSITION DU COLONEL MORROW.

Le témoin est lieutenant colonel du 1er régiment d'infanterie des armées régulières des Etats-Unis. Il a été en Louisiane dans les derniers jours de septembre et octobre 1874 et 1875 pour le département militaire du Golfe pour faire une enquête relativement à la situation politique de l'Etat, sans de savoir s'il était nécessaire d'avoir plus de troupes pour maintenir la paix.

Le colonel Morrow croit et a lieu de croire que la condition de l'Etat est alarmante.

Il a fait toutes ses recherches avec soin et a pris les renseignements un peu partout pour pouvoir en tirer une opinion. Les conservateurs ou démocrates de la Louisiane ont été unanimes à dire que les Etats-Unis devaient, vers la fin d'avril 1874 et dans l'intervalle de 1874, et la cause naturelle des certaines actions de violence qui ont troublé la prospérité de l'Etat, mais le témoin n'a jamais remarqué le moindre sentiment d'hostilité contre le gouvernement fédéral.

La population blanche de l'Etat croit que le gouvernement de Kellogg est non seulement usurpateur mais corrompu; ils croient aussi que c'est le gouvernement national qui l'a mis en pouvoir ouvertement avec des dépêches. Le témoin a entendu partout des plaintes sur la mauvaise administration des affaires publiques, sur l'insuffisance des propriétaires et autres propriétaires fonciers de payer des taxes énormes qui équivaut bien souvent à l'expropriation.

Il a pas borné ses observations à quelques cas isolés comme M. Hugh Campbell le suggère, mais il a jugé de la situation par l'opinion et le sentiment de la grande masse de la population blanche et peut même dire de la très-grande totalité de cette population, car il connaît quelque de républicains blancs dans les paroisses qui approuvent les actes et la conduite générale du gouvernement Kellogg que ceux qui en dépendent directement ou indirectement.

C'est un fait établi dans certaines paroisses que plusieurs blancs, hommes de l'Unique, qui sont des républicains notoires, ont été obligés de quitter le parti républicain national, ont voté à la dernière élection avec les conservateurs par ce qu'ils n'ont pas confiance dans le gouvernement actuel de l'Etat.

Les conservateurs se plaignent beaucoup que la justice et administrée par des juges ignorants et qui sont mauvais dépositaires de la loi et qui ne connaissent d'un tribunal pour protéger leurs abus de pouvoir.

La conviction du colonel Morrow est qu'en général les nègres ne sont pas intimidés directement ou indirectement, contre les nègres dans les paroisses du Nord de la Louisiane, mais cet état de choses est exagérés et grossis. Il le sait par expérience, il croit pouvoir en juger par ce qu'il a vu et entendu pendant son inspection.

Il y a certainement eu des cas de violence, mais il était presque impossible qu'il y en eut pas au milieu d'une excitation politique aussi intense. Le témoin, cependant, n'a pas rencontré personne qui ait été victime d'aucun cas de violence, mais on lui en a cité plusieurs.

Le résultat de son enquête a donc été qu'il n'y a eu aucune nécessité pour l'emploi de troupes dans la paroisse Ouachita et dans plusieurs autres paroisses de cette région et il a déclaré formellement dans ses rapports.

Le colonel Morrow croit que si les blancs avaient un gouvernement de leur choix, les nègres continueraient à exercer tous les droits politiques et civils. Cela est généralement concédé, et quoique les blancs ne pensent pas que le nègre soit digne de la nouvelle position qui lui a été faite par le résultat de la guerre, ils sont disposés à reconnaître comme un fait accompli tous les droits qui lui ont été accordés.

Dans le cours de son inspection le général Morrow a appris que les noirs avaient voté en assez grand nombre avec les conservateurs, et cela de leur propre volonté et de leur propre chef. On lui a dit aussi que les nègres avaient une tendance à s'éloigner des carpet baggers, on appelle ainsi une certaine classe de républicains blancs, pour se rapprocher des conservateurs qui ont été leurs anciens maîtres.

Le témoin a été envoyé également dans le but de la Louisiane pour faire un rapport sur la conduite du lieutenant Hodgson, contre lequel des plaintes très graves avaient été portées.

Les trois cas dont cet officier avait été fort dans plusieurs et il avait agi en général avec beaucoup de rigueur.

Le colonel Morrow avait dressé des accusations contre cet officier qui aurait comparu devant une Cour martiale, s'il n'avait pas été jugé d'abord par une Cour civile, et, à ce propos, le témoin croit devoir ajouter que les citoyens mêmes qui s'étaient plaints du lieutenant Hodgson n'ont pas hésité à lui servir de caution quand il a été arrêté.

Le témoin a entendu dire généralement que les conservateurs que la présence des troupes des Etats-Unis n'était en aucune façon nécessaire pour faire respecter le gouvernement d'un marshal des Etats-Unis, lorsque ce marshal se conduisait convenablement, — ou *gentleman*, — et ne voulait pas traiter la population de son district en peuple conquis.

Questionné par M. Hoar, membre du comité d'enquête, le colonel Morrow déclare qu'il est persuadé que le meurtre de Conshatta a été commis par des gens qui ne jouissent pas de la considération publique et que ce meurtre n'a pas été approuvé par la classe intelligente et respectable de la population.

M. Marshall.—Colonel, pensez-vous que si le régime Kellogg cessait d'exister, toute cause de troubles cesserait en même temps dans l'Etat.

Le témoin.—Oui.

M. Marshall.—Avez-vous voté librement?

Le témoin.—J'ai voté en effet et comme je l'entendais.

Radford Blunt continue à raconter les persécutions dont il a été victime; gravement, les honorables Hoar, Wheeler, Frye et Marshall s'éloignent de la table où est assis le témoin et engagent des conversations avec différentes personnes.

Il arrive donc un moment où le témoin parle sans qu'aucun membre du comité l'écoute.

M. Field assez vaxé l'arrête court et réclame l'attention du comité d'un ton de voix visiblement à l'enlèvement.

Le comité s'ajourne bientôt à sept heures et demie du soir.

Séance du soir.

Le témoignage de Radford Blunt continue. Ce témoin dit que les hommes de couleur ont été intimidés et qu'ils n'ont du voter librement. L'intimidation existait pour l'enregistrement aussi bien que pour l'élection. 350 nègres n'ont pas osé se faire enregistrer et 300 autres ont été enregistrés, mais si mal, qu'ils n'ont pu voter, leurs noms ayant été épelés tout de travers.

Le témoin ne connaît que dix démocrates de couleur dans la paroisse Natchitoches et encore croit-il que ce sont des hypocrites.

M. Zacharie désire savoir si le supervisor d'enregistrement n'était pas un républicain.

Le témoin répond que le supervisor était un homme de couleur et un républicain.

M. Zacharie.—Comment se fait-il alors que les nègres n'aient pas pu s'enregistrer convenablement.

Le témoin.—Le supervisor avait peur. Il avait en outre deux assistants, un démocrate et un républicain. C'est le démocrate qui contrôlait tout.

M. Zacharie.—Par qui les commissaires d'élection ont-ils été nommés?

Le témoin. —Par le jury de police.

M. Zacharie.— Comment était composé le jury de police qui a nommé ces commissaires d'élection?

Le témoin.—Il était composé de trois républicains et de deux démocrates.

Radford Blunt dit qu'il n'y a jamais eu de Ligue noire dans la paroisse Natchitoches; que les nègres sont industrieux et paisibles, qu'ils ne voient pas et que leur coup d'entr'eux ont plus d'aisance réelle que les blancs.

A propos de contrats, le témoin dit que les nègres cultivent généralement le coton à la part, c'est-à-dire qu'ils ont la moitié de la récolte. Quand cette récolte est mauvaise ils sont volés; mais quand elle est bonne, ils font de l'argent.

M. Marshall.—Entendez-vous que les nègres sont dépouillés délibérément par les planteurs qu'ils servent parce que la récolte a été mauvaise?

Le témoin. —Il y a un peu des deux, les planteurs ne veulent pas partager le coton en nature et veulent d'abord prélever quoi payer les dépenses de l'année.

M. Zacharie.—Je désire poser une question au témoin.—Savez-vous, M. Blunt, qu'il y a une loi qui accorde aux travailleurs le premier privilège sur la récolte qu'ils ont faite?

Le témoin.—Oui, je connais l'existence de cette loi.

M. Zacharie.—Savez-vous par quelle Législature elle a été adoptée?

Le témoin. — Nécessairement par une Législature républicaine.

M. Zacharie.— Je crois que vous vous trompez. N'est-ce pas plutôt par la Législature démocratique de 1868?

Le témoin.—Peut-être bien, je n'en sais rien.

M. Zacharie.—Cette loi a été adoptée en 1868 par la Législature démocratique, je tiens à constater ce fait devant le comité congressionnel.

M. Marshall.—Vous avez parlé des Liqueurs Blanches armées qui avaient entouré une convention républicaine, les avez-vous vu et ont-ils fait une démonstration quelconque.

Le témoin.—Je ne les ai pas vus et ils n'ont pas fait de démonstration, mais on m'a dit qu'ils étaient là et qu'ils assassinaient les membres s'ils chassaient le juge et l'avocat de district.

M. Marshall.—Les démocrates ont-ils chassé le juge Meyers de la paroisse seulement parce qu'il était républicain, ou bien parce qu'il était corrompu?

Le témoin.—Je l'accusait d'être corrompu; mais ils des conservateurs) accusent tous les républicains de la paroisse d'être corrompus.

M. Marshall.—Vous avez parlé de taxes énormes, depuis quand le parti républicain a le contrôle de la paroisse?

Le témoin.—Depuis 1868. En 1872, il y a eu, par compromis, un shérif et trois membres du jury de police démocrates.

M. Marshall.—Que savez-vous des meurtres qui ont été commis et connaissez-vous de meurtre pour une cause politique dans votre paroisse?

Le témoin.—Il y a eu beaucoup de meurtres, quelques uns commis par des blancs, quelques uns aussi par les noirs. Je ne connais que trois meurtres pour cause politique.

Le premier a eu lieu en 1868. Un homme de couleur du nom d'Aleck Bensen a été tué.

Dans la même année, il y a eu un second meurtre. On a trouvé un homme, un républicain, pendu à un arbre, mais on n'a jamais su au juste par qui il avait été tué ni pour quelle cause.

Le troisième meurtre a été commis à une époque plus récente sur la personne de M. Soft, un républicain noir.

M. Zacharie.—L'auteur de ce dernier meurtre n'était-il pas aussi un républicain.

Le témoin.—On a accusé John Jones d'avoir commis ce meurtre. Il n'est en Texas. Son frère, le docteur George Jones, est un républicain connu.

M. Marshall. — Les nègres pensent-ils qu'ils pourraient vivre en paix sous une administration démocratique.

Le témoin.—Ils croient qu'ils redeviendraient esclaves.

M. Hoar.—Partagez-vous cette opinion?

Le témoin.—Non, pas précisément.

M. Hoar.—Et vous n'essayez pas de les désabuser! Il est donc vrai que les républicains blancs et noirs qui ont des places entretiennent cette pensée chez les nègres pour se maintenir au pouvoir.

Le témoin.—Je ne dis pas cela.

DEUX TÉMOINS DE LA PAROISSE CLAIBORNE

W. H. Maxwell est le témoin qui vient après. Il habite la ville de Homer, paroisse Claiborne. Il a été persécuté et frappé d'ostracisme parce qu'il est homme du Nord et républicain. Il est certain qu'il n'a pas d'autre reproche à s'adresser.

Il était président du Bureau des écoles. Le 11 juillet de l'année dernière, 300 nègres se sont rassemblés dans la ville pour s'organiser en club. Un nègre est venu qui portait à la vue de tous un énorme pistolet. Il blanc a demandé à ce nègre ce qu'il voulait faire de ce pistolet.

Le nègre a répondu une insolence et le blanc l'ayant menacé de le corriger, il a tiré son pistolet et en a frappé avec la crosse le blanc au front. Le blanc qui était grimé a fait feu sur le nègre et l'a blessé légèrement.

La rumeur s'est répandue et a produit l'excitation la plus intense, les nègres se sont réunis et les blancs se sont armés. Le témoin a réussi à calmer les esprits et a fait disperser les nègres, mais il n'a pu obtenir des blancs de se disperser aussi.

Questionné par M. Wheeler, le témoin dit qu'il y avait de cinquante à soixante blancs dans la ville et trois cents nègres.

Le lendemain il a publié un article à ce sujet dans lequel il attaquait personnellement le maire de la ville. Cet article a failli amener une difficulté plus sérieuse que la première, et depuis ce moment les noirs ont été intimidés.

En fait d'intimidation, le témoin a entendu avoir un discours du gouverneur McEnery à Homer, dans lequel celui-ci a dit qu'il y avait dans la paroisse Claiborne, trop de Maxwells et de Blackburns et que le radical carpet bagger serait un joli ornement à la branche d'un arbre.

M. Maxwell a entendu parler de trois meurtres pour cause politique il y a plusieurs années.

Questionné par M. Marshall, le témoin affirme qu'il est bel et bien persécuté, parce qu'il est un homme de l'Union.

Un nommé Mohum, de la même paroisse répète le témoignage de Maxwell, ce dernier, républicain et homme de l'Union, en veut mortellement aux démocrates parce que le Bureau des écoles a refusé de maintenir sa sœur comme institutrice au salaire élevé qu'elle exigeait.

Le comité s'ajourne au lendemain à dix heures.

LE NOUVEAU ROI D'ESPAGNE ET LA FRANCE.—On lit dans un journal:

—M. le duc Decazes a remporté la meilleure impression de l'entrevue qu'il a eue hier avec Alphonse XII. M. le ministre des affaires étrangères est persuadé que le nouveau roi d'Espagne sera un ami de la France.

Le *Moniteur universel* publie le récit de la conversation que l'un de ses collaborateurs vient d'avoir avec le nouveau roi d'Espagne. Alphonse XII a commencé par déclarer qu'il ne voulait rien écrire, rien faire en dehors de ce qui était indiqué dans son manifeste:

Je suis, a-t-il dit, un souverain constitutionnel, et un bien jeune souverain. J'ai donc double motif pour laisser au Cortès le soin de prendre les mesures qui leur paraîtront convenables pour rendre la tranquillité à l'Espagne, et pour lui permettre de se remettre des rudes épreuves qu'elle vient de traverser. J'ai encore beaucoup à apprendre avant de pouvoir faire quelque chose par moi-même; mais avec l'aide de Dieu, j'espère y parvenir. Dans tous les cas, ce n'est pas la bonne volonté qui manquera. Je ne suis d'aucun parti, et je ne demande qu'une chose, c'est de voir tous les Espagnols, sans distinction, venir à moi, comme je vais à eux, sans arrière-pensée d'aucune espèce.

Et ce jeune prince a ajouté:

Et tout cas, laisser moi vous dire que la France aura toujours gagné à ma nomination, de voir sur le trône d'Espagne quelqu'un qui l'aime bien, quelqu'un qui lui est bien dévoué.

PASSES.

Passe du Sud-Ouest, 28—Arrivées, la goélette Ellen, en 5 jours de Mentan; la goélette Calvin J. Baker, de Boston; la goélette A. D. Scull.

DEPECHES

Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

Nouvelles Européennes.

FRANCE.

Paris, 27.—On a distribué aux membres de l'Assemblée des copies d'un projet de loi autorisant une concession du gouvernement pour la construction d'un tunnel ou chemin de fer sous-marin entre la France et l'Angleterre.

Paris, 28.—Le maréchal Canrobert refuse de se laisser porter comme candidat aux électeurs du département de la Saône.

ESPAGNE.

Madrid, 25—Don Carlos commandera en personne à la première bataille qui est imminente.

Hendaye, 27.—Les Carlistes nient positivement qu'ils soient entrés en négociation avec les Alphonistes pour une convention.

AUTRICHE.

Vienne, 28.—L'Espagne a payé à l'Allemagne l'indemnité pécuniaire pour l'affaire du Gustave.

ANGLETERRE.

Londres, 28—Les membres séparatistes ne prennent aucune part au choix d'un chef pour le parti libéral.

Les directeurs de la banque d'Angleterre viennent de fixer le minimum du taux à 3 0/0.

La barque Aurora s'est perdue avec huit personnes. Les survivants sont restés quatre jours sans vivres.

Londres, 18—Les steamers Brunschwig, de Brême, pour Baltimore, et Deutschland, pour New York, sont rentrés désemparés.

WASHINGTON.

Washington, 28.—Sur la proposition du comité d'élection et de privilège de reconnaître le gouvernement de Kellogg, le vote a été:

Oui.—Morton, Logan, Anthony, Mitchell.

Non.—Alcorn, Hamilton, Sansbury.

Absents.—Carpenter, Woodbridge.

M. Alcorn a dit dans le comité que si le Sénat reconnaissait le gouvernement de Kellogg, il voterait pour admettre Pinchback.

Statu quo à la Chambre. Les deux partis restent fermes.

Il est probable, cependant, qu'un ajournement aura bientôt lieu, et que les républicains essayeront de changer le règlement lundi; probablement, en adoptant une nouvelle règle applicable seulement pendant cette session, la quelle interdirait à l'orateur d'entretenir des motions dilatoires. Avec cette règle, l'adoption du bill des droits civils irait toute seule.

Washington, 28—Miss Minnie Ream a signé un contrat aujourd'hui avec le secrétaire de la marine pour une statue de bronze de Farragut, suivant la décision du comité congressionnel pour obtenir l'artiste.

Chambre. Le système de filibusterie parlementaire continue.

L'orateur déclare que lundi, sous une demande des Etats, une résolution pour amender le règlement pourrait être référée au comité. L'orateur allait ne permettra aucune motion dilatoire et le bill des droits civils pourra être adopté.

Sénat. M. Conkling a fait sur la Louisiane un discours de 4000 mots, qui a été beaucoup applaudi par ses amis et le parti. Il soutient le président et approuve la demande de troupes par Kellogg, mais il ajoute que les deux partis ont fait des actes qu'il ne peut approuver. Il tenent pour qu'on laisse les choses toutes seules. Il n'a fait aucune allusion à la prétention de Pinchback, mais il le fera peut-être demain, avant de conclure. A la Chambre.

Washington, 28.—Le gouverneur Hebert ne désespère pas d'obtenir une allocation limitée pour fermer les crevasses. En tous cas, il n'a pas discontinué ses importunités.—Le général Rosecrey, qui siège de la Chambre, dit que les partis sont décidés. Conkling, tout en applaudissant à Sheridan généralement, dit qu'il suggère des mesures impossibles.

Washington, minuit.—La Chambre est toujours en séance.

Observations Météorologiques.

Washington, 28—Probabilités. Hausse de baromètre; chute de température. Vents d'Est au Nord-Ouest et temps clair ou partiellement couvert.

NEW-YORK.

L'enquête dans l'Alabama.

New-York, 28.— Le comité d'enquête de l'Alabama a interrogé T. S. Southworth, de Mobile, nommé avocat des Etats-Unis pour le district sud de l'Alabama, par Grant, en 1869.

M. Southworth dépose qu'il est venu de l'Illinois à l'Alabama en 1868; qu'il était et a toujours été républicain; qu'il avait parlé pour le ticket républicain à Selma dans la dernière campagne. Il croit connaître aussi bien que qui que ce soit la condition générale de l'Etat, des devoirs professionnels l'ayant fait aller dans toutes les parties. Il n'est pas un seul comté où un républicain peut vivre et professer ses opinions politiques même d'une manière offensive, sans molestation. L'envoi de troupes dans l'Etat a été très nuisible, dit-il; elle n'ont jamais fait ni bien ni toujours le pays se fut mieux trouvé sans leur présence. Il était carpetbagger, républicain, et a été officier fédéral, et il n'a pas été molesté.

MEMPHIS.

Progrès de Memphis.

Memphis, 28.—Le tableau annuel du commerce et des manufactures de cette ville pour 1874, montre un état très satisfaisant des affaires généralement. La valeur totale des marchandises importées pendant l'année a été de $73,019,867, et du produit des manufactures $5,300,000, total $78,317,727, dont 34 millions de piastres pour la vente du coton.

Il y a augmentation dans tous les départements comparativement à 73 et comparativement à 61, l'année la plus prospère jusqu'à ce jour, la guerre, l'augmentation est de $26,517,727. La population qui en 1870 était de 40,226 et en 1860 de 22,621 est maintenant suivant le recensement de 74, de 60,955, ce qui est une augmentation de 44,344 depuis 1860.

SPRINGFIELD.

Springfield, Ill., 28. — La séance de la Législature a été tumultueuse aujourd'hui. Il s'agissait des affaires de la Louisiane. Quatre résolutions de blâme ont été adoptées, deux blâmant le président pour avoir soutenu Kellogg et le condamnant surtout pour avoir envoyé des soldats dissoudre la Législature. Elles ont été adoptées par 75 contre 58. Les autres résolutions de censure ont passé par de grandes majorités.

COLUMBUS

Columbus, Ohio, 28—La Chambre a adopté une résolution contre tous autres embuches. Le sentiment en faveur d'un terme de six années et contre un troisième terme, a été déposée sur la table.

ATLANTA.

Atlanta, 28—Le collecteur Holzclan a saisi 22 distilleries dans le comté Rabun et arrêté 38 distillateurs.

TALLAHASSEE

Tallahasse, 28.—Trois planteurs sans résultat. Les démocrates ont 37 votes, les républicains 36, les indépendants 4.

MILWAUKEE

Milwaukie, Wis., 28. — Carpenter 58, Bragg 59.

RIVIERES.

State du fleuve, bateaux, etc.

Vicksburg, 28—Pas de bateaux montant ou descendant aujourd'hui. Temps chaud et pluvieux. Le fleuve a baissé d'un pied.

Cairo, 28.—Parti, le Future City pour la Mile-Orléans. Mercure 3.

Louisville, 28—Arrivée, le Morgan et le Houston de la Nouvelle-Orléans.

MARCHES.

Marchés Européens.

Liverpool, 28, midi et demi.—Coton plus calme. Uplands 7 5/8. Orléans 7 7/8. Vendu, 12,000 balles.

Paris, 28, à 3 heures et demie.—Rentes 92,35.

Londres, 28, midi et demi—Consols, au comptant 92 1/2 à 92 5/8, à terme 92 5/8 à 92 3/4, 3-90, 102 7/8.

Liverpool, 28, au soir.—Vendu sur la base du mid. uplands. Rien au-dessous du bon ordinaire, 7 11-16. Midd. Orléans, rien au-dessous de low midd. pour février et mars 7 15-16.

Marchés Américains.

New York, 28, midi.—Coton, plat. Ordinaire 12 3/4, bon ordinaire 14 1/8, low middling 14 3/8, middling 15 3/8, Orléans 15 3/4.

A livrer, low midd. pour février 15 3/16 à 15 1/4, mars 15 3/8 à 15 16, avril 15 15/16 à 16 3/8, mai 16 à 16 1/16, juin 16 9/16 à 16 3/8, juillet 16 9/16 à 16 5/8, août 16 13/16 à 16 15/16, septembre 16 7/16 à 16 3/4.

New York, 28—Fonds plats et en baisse. Argent 2. Or 113 1/8. Gouvernements actifs et forts.

New York, 28—Embarquement d'espèces aujourd'hui, $750,000.

New York, 28, au soir.—Coton, plat à la clôture et plus facile. Uplands 15 3/8. Orléans 15 3/4. Vendu 664.

A livrer 15,700 balles aux cotes suivantes: Low midd. pour février 15 3/16. Avril 15 11/16 à 15 23/32. Mai 16/32. Juin 16/32. Juillet 16 19/32 à 16 5/8. Août 16 13/16.

New York, 28.—Or, 113 1/8 à la clôture.

DEPARTS DES TRAINS DE CHEMIN DE FER.

Voir les annonces pour les renseignements officiels.

NILLE-ORLEANS, ST LOUIS ET CHICAGO

Express.....7 heures A. M.
Malle.....4 heures P. M.

NILLE-ORLEANS, MOBILE & TEXAS.

Express et malle tous les jours, à 8 heures du matin.
Express du soir, tous les jours, à 4 h. P. M.

NILLE-ORLEANS & DONALDSONVILLE.

Par le ferry de la rue Calliope.....Voir du matin
MORGAN'S LOUISIANA & TEXAS.
Par le ferry de la rue Ste-Anne.....7½ h. du matin
Départ de train à Algiers.....3 h. du soir

Taxes des Licences Municipales pour 1875.

Nous résumons, pour l'information de nos lecteurs, le projet d'ordonnance sur les licences à payer pour l'année 1875:

Banques, $1000; banques ne recevant pas de dépôts, $500 par tête d'associé; prêteurs sur gages, par tête, $500; vente par enchère d'espèces ou valeurs, par tête $500; courtiers en argent, valeurs ou marchandises, $500; compagnie de gazage d'assurance contre l'incendie, $500; do. d'assurance, $500; do. de rivière, $500, les compagnies devront payer pour chaque branche; compagnie ou agence d'assurance sur la vie, $500; inspecteurs d'assurance, $50; compagnie ou entreprise de transport, $100; imprimeries, $25; graveurs, lithographes, $10; brasseurs, quelques $50 par tête; hôtels, $50; restaurants, $10 par tête; pour tout le jours et $5 par jour additionnel; auberges, $50; agents d'assurances, $5; machines électriques, $10; propriétaires de courses, $500; cockpits, $200; bôtes à $10 par pandé; pension privée où l'on vend des liqueurs fermentées ou spiritueuses $100 par tête; hôtels garnis, $25 par associé; tout endroit où l'on vend des liqueurs à emporter, $100; restaurants, $10 par tête d'associé.

Salle ou place aux courses, bal gymnastique, concerts &c., pour débits de liqueurs, $5 par jour; sans débit de liqueurs, $2 50; stalle aux marchés pour débit de café, thé, chocolat, aliments cuits, évacuations et boissons sur la livrée, pour fruits, etc., $10.

Teneur à coton, $150 par associé; cotonnier, $100; pluverie de coton, $100; hangars à sucre, $500, le tout par associé; stalle pour débits de tabac et cigares, $10; gazier ou plombier, $15; marchands tailleurs, $30; tailleurs, $10; matelassiers, $15, le tout par associé.

Cidreries ou des liqueurs non vendues à la bouteille, $50, au verre, $100, débits de glace, soda, café, thé, gateaux, $10, associé par associé.

Agence de courtage de navires, $100, maison d'encan, $100, hôpitaux particuliers, $50, par associé.

Accoucheuse marine, coiffeurs d'hôtels et de bateaux, $10, fabricants de voiles, $10, charpentiers en construction de navires, calfats, tonneliers, fabricants de pipes et d'agrès, $10, chacun.

Brine publics, $15, agences de journaux, d'annonces, de cartes ou de publicités, $10, agents de billes ou de fer de chemins de fer, $5, par associé.

Loterie par compagnie $2,000; toute agence de loterie, à payer par le principal ou l'agent, $50.

Centrage de produits ou marchandises et de propriétés, $50, chaque; peseurs ou mesureurs, $30; nettoeurs ou bouteilles de liquides, $50, chacun.

Maison de $600; entrepôts $75; salles de billards $100; salles de 10 quilles, $50; galerie de tir, $60; scierie, fabrique de planches, chassis ou persiennes $50 par associé.

Entrepôts de produits ou marchandises ou